



Plus on avance dans l'espace et dans le temps, plus on a des difficultés à comprendre la démocratie à la Malgache. D'un côté, un Président de la République qui entend faire respecter le choix et les droits du peuple, de l'autre un gouvernement qui prend plaisir à compliquer les choses au nom de prétendues prérogatives de parti au pouvoir aboutissant à la confiscation pure et simple de cette démocratie tant vantée par le Président Marc Ravalomanana.

« Nous n'avons pas de temps à perdre »

Le premier mois de cette nouvelle année 2008 s'achève avec un goût d'amertume pour l'ensemble de la population malgache qui ne comprend plus rien du tout à la manière des dirigeants de gérer le pays. Sans compter leur guéguerre interne de leadership. Les bases de ce présent dossier sont les propos -allant dans le bon sens- du Président Ravalomanana qui, le vendredi 14 décembre 2007, après avoir présidé un conseil des ministres, au Palais d'Etat d'Iavoloha, s'est rendu dans la ville de Toamasina. Là, le Chef de l'Etat avait fait des grandes déclarations solennelles : « Il faut accélérer coûte que coûte le processus de développement de Madagascar, conformément aux objectifs du Madagascar Action Plan (MAP). Nous n'avons pas de temps à perdre ». Et de souligner que « Madagascar se présente comme un modèle en Afrique dans l'exercice de sa démocratie. La démocratie règne bel et bien à Madagascar et les dernières élections l'ont démontré. Le peuple a fait son choix et ce choix doit être respecté. Il faut accepter les résultats ». Enfin, le Président Marc Ravalomanana a bien exprimé « **la volonté inconditionnelle de l'Etat de collaborer avec les maires élus pour le développement des communes** », tout en précisant « **qu'aucune commune ne peut progresser isolément** ». Pour cela, il a exhorté les ministres « **coaches** » de chaque région à travailler en étroite liaison avec les chefs de région et les élus locaux.

Entrave aussi stérile qu'illogique

Comment ces ministres « coaches » ont-ils compris les propos de leur patron ? De travers indéniablement. Particulièrement pour Antananarivo, Capitale de Madagascar, dont le maire est un jeune indépendant de 33 ans élu avec plus de 63% des suffrages exprimés. Une gifle pour le Tim qui a perdu une Capitale... capitale. Ainsi, arguant que le « Fokontany » (équivalent de quartier en français) était une entité déconcentrée sous tutelle du ministre auprès de la Présidence de la République, chargé de la Décentralisation et de l'Aménagement du Territoire (Décret n°2007-183, article 4, 2.1.1.d), ils ont sorti un arrêté ministériel stipulant qu'à compter de ce 14 décembre 2007, deux jours après les élections communales et municipales, « les chefs Fokontany seront désignés par le Préfet de police, pour la Commune urbaine d'Antananarivo ». Ce qui n'était pas le cas auparavant où ces chefs étaient désignés par le Chef de District à partir de noms proposés par le Conseil municipal. Voilà bien l'art de compliquer les choses. Je ne polémiquerai pas mais les questions en suspens sont : A quoi aura servi d'élire un maire indépendant au suffrage universel si ses représentants au plus près du peuple sont sous les ordres de l'administration centrale donc du parti Tim au pouvoir ? Etant donné que ce seront des authentiques fonctionnaires, qui paiera le salaire de ces 192 chefs Fokontany ? La mairie ou la Fonction publique ? Avec ce genre d'entrave aussi stérile qu'illogique, ce n'est pas ainsi que ces « coaches » pourront, coûte que coûte, accélérer le processus de développement de Madagascar... Mais ici, « coûte que coûte » semble avoir son sens particulier.

Place du 13-Mai

De toute manière, il n'y aura rien de vraiment bien concret avant Pâques. En effet, les élections pour les membres des conseils régionaux auront lieu début mars. Puis viendront les élections sénatoriales. Ainsi, dans la pratique, la politique (gestion de la ville, par extension de la Nation) bizarre du Tim submerge et bloque tous les secteurs de l'Economie. Les actions ponctuelles menées actuellement, avec des restes financiers râclés dans des tiroirs très secrets, ne sont que des arbres qui cachent toute une forêt d'escamotages de la réalité. D'un côté, il y a les affaires malgacho-malgaches où il ne fait pas bon de s'ingérer au nom de la souveraineté nationale. Ici, c'est la loi du parti Tim se croyant donc le plus fort amenant les gens à se révolter verbalement. Il n'y a pas longtemps et vous devez être au courant, un illustre quidam -lors de l'émission matinale « Karajia » très écoutée sur la Radio Don Bosco (Rdb) d'obédience catholique romaine-, avait violemment harangué au téléphone les gens à aller manifester sur la Place du 13-Mai, déjà classée zone rouge officiellement, donc inapprochable pour y contester quoi que ce soit. Immédiatement le ministère de tutelle a donné l'ordre de suspendre l'émission. Adieu liberté d'opinion dans cette démocratie confisquée.

Obligation d'amnésie...

Récemment, le Premier ministre, lors d'une conférence de presse, avait fait une allusion particulière au génocide rwandais en 1994 avec le rôle jouée par la radio des Mille collines. Monsieur le Général de Corps d'Armée Charles Rabemananjara, deux mots : primo, j'ai

séjourné deux fois à Kigali : pendant le règne de Grégoire Kayibanda (1972) et sous celui du général Juvénal Habyarimana (1975). Déjà à ces époques, les tensions entre Hutus et Tutsis étaient vives mais la communauté internationale a laissé pourrir les choses, au nom de la souveraineté nationale, jusqu'à ce que le président rwandais Juvénal Habyarimana et le Chef d'Etat burundais Cyprien Ntaryamira périssent ensemble dans leur avion abattu par un missile, le 6 avril 1994. La suite, aussi horrible qu'elle ait été, a constitué les actes d'un peuple majoritaire longtemps brimé. C'est à ce moment seulement que la radio des Mille collines a fait comme la Radio Tsioka Vao (Rtv) et Canal 6 du parti Arema dans la Grande île en 2002. Secundo, Madagascar n'est pas l'Afrique. Si ce genre de massacre ethnique aurait pu avoir lieu, ç'aurait été en 2002, lorsque le candidat Marc Ravalomanana, le 28 janvier, avait harangué publiquement le peuple et les forces armées à se révolter. Auriez-vous oublié qui l'a fait roi sans trop de dégâts, sinon encore des exilés politiques six ans après ? Aussi, Monsieur le Premier ministre, si vous vous sentez l'obligation d'amnésie, nous, journalistes, avons le devoir de mémoire. Une révolution ne se décrète pas par un simple coup de téléphone radiophonique lancé par un inconnu qui plus est. Le vrai drame à Madagascar est que les pouvoirs passés et présent, trop sûrs de leur « stabilité », croient dur comme fer que, chaque fois que les Malgaches contestent et/ou veulent se faire entendre, c'est pour renverser les dirigeants.

Autosuffisance alimentaire en... l'an 2000

Du coup, les dirigeants actuels commencent à avoir peur de leur propre ombre et voient des complots partout. Surtout depuis l'attaque récente d'un poste de police à Antananarivo, qui a causé la mort de deux policiers. Du jamais vu encore à Madagascar. Sans parler de la recrudescence de délits et crimes en tous genres. Mais qui sont les véritables responsables de cette situation délétère, sinon eux-mêmes ? A force de promesses n'ayant en rien amélioré le quotidien du peuple. Toutes les dettes ont été effacées ? Et alors ? Où est l'impact positif sur le coût de la vie ? Augmentation de 10% du salaire minimum de base (à peu près 34 euros par mois depuis ce mois de janvier 2008 mais certaines sociétés trainent à suivre le mouvement) ? Du coup c'est le prix des produits de première nécessité qui augmente de 20% ! Sans compter la flambée de celui des carburants aggravant le coût des transports et celui des matériaux de construction. Gouverner c'est prévoir, dit-on. Ne parlons pas du prix du kilo de viande. Bientôt tous les Malgaches seront végétariens, avec un revirement vers la religion qui va avec ce régime ascétique... Avant d'augmenter quoi que ce soit la prochaine fois, trouvez les moyens de stabiliser, au moins, le coût du riz, du sel, du savon, des bougies. Vous avez tous les pouvoirs. Même celui de subventionner ces produits vitaux. Et ce sera l'occasion, pour le Président Ravalomanana de prouver qu'effectivement Madagascar n'est pas sous les ordres de la Banque mondiale et du Fmi. Mais dire quelque chose c'est plus facile que le faire, même s'il s'agit de la « res publica ». Au début des années 80, à travers son petit livre rouge (le Map de l'époque), le pouvoir Arema avait promis la santé et l'éducation pour tous et aussi l'autosuffisance alimentaire en... l'an 2000. Pour cette période de soudure 2008, Madagascar devra encore importer du riz, aliment de base ici. Et on parle de révolution verte, de Toamasina capitale économique de Madagascar. Y en a qui prennent vraiment leurs rêves pour des réalités ! Depuis plus de 30 ans, Toamasina a toujours été le premier port de la Grande île mais toujours sujet aux forces imprévisibles de la nature et à un environnement social mitigé. Et les

Malgaches attendent toujours leur Renault R4... C'est bien d'avoir été les premiers médaillés lors des derniers Jeux des Îles de l'océan Indien. Mais à quoi cela a-t-il été utile pour le commun des Malgaches, sinon des millions d'ariary d'impayés pour d'autres, à cause d'une très mauvaise gestion du Coji (comité d'organisation) dont le président est sorti indemne, sans souci et nullement inquiet ?

Table ronde expresse...

Humour noir à part, l'heure est grave pour Madagascar qui entre dans un cycle d'éternel recommencement historique. Terminé l'état de grâce pour Marc Ravalomanana qui entreprend, actuellement, des opérations de charme comme pas possibles, vis-à-vis de la communauté internationale. Dans ce contexte malgacho-international, encore de l'inédit : pour la première fois depuis qu'il est président, Marc Ravalomanana n'a pas jugé utile de faire transmettre en direct les présentations de vœux du corps diplomatique et des entités étrangères travaillant à Madagascar, au Palais d'Iavoloha. Voilà pourquoi : malgré le bilan toujours positif présenté par le président, le Premier ministre et le ministre des Affaires étrangères, deux diplomates n'ont pas manqué de faire des remarques pertinentes mais dans un langage... diplomatique. Ainsi, en clair, si l'un a révélé que le développement du secteur de l'agriculture n'était pas encore à la hauteur des attentes après toutes ces années, l'autre a mis un accent sur une certaine atteinte aux libertés fondamentales de l'homme : droit d'opinion et liberté de presse. Seuls certains journaux ont relayés ces « remarques ». Mais ce n'est pas le commun des Malgaches, à travers toute l'île, qui peut lire un journal. Du coup, l'évènement a été monté et montré à la télévision nationale, sans ces interventions. Adieu le droit à l'information dans cette démocratie confisquée. Le lendemain 19 janvier 2008, Marc Ravalomanana est redescendu à Toamasina pour haranguer ses troupes à redoubler d'efforts dans le secteur... agricole. Il a même osé dire qu'il avait eu une entrevue avec les bailleurs de fonds à ce sujet. Ce qui n'est pas la réalité étant donné que les bailleurs de fonds viennent de demander une table ronde expresse -plus tôt que celle prévaut normalement- « pour aplanir les sujets obscurs du Map ».

Travailler avec l'Etat : qu'est-ce à dire ?

Dans le volet liberté de presse, toujours à Toamasina, le président Ravalomanana n'a pas mis en garde les journalistes mais leur a demandé de travailler avec l'Etat. Qu'il va les faire former dans cette optique. Qu'est-ce à dire ? Ecrire que le ciel est toujours bleu alors qu'un cyclone arrive au galop ? Ou escamoter la réalité afin de mieux faire vivre la culture de l'impunité ? Le cas suivant date de ce vendredi 25 janvier, révélé par le nouveau Directeur administratif et financier de la mairie d'Antananarivo. Dès le soir et le lendemain samedi 26 janvier, à peu près tous les médias ont parlé des malversations et des pratiques mafieuses perpétrées durant tout le mandat de l'ancien maire Patrick Ramiamanana et du Pds Hery Rafalimanana, membres du parti Tim, à propos de faux tickets et recouvrements illégaux de taxes communales, se chiffrant à 6 millions d'ariary par jour durant quatre ans. Tous sauf les médias publics (Rnm et

Tvm) et les quotidiens « Vaovaontsika » et « Le Quotidien » appartenant au Président, ainsi que Mbs radio et télévision. Or, il ne se passe pas un jour sans que ces deux derniers journaux ne dénigrent gratuitement tous les faits et gestes du maire Andry Rajoelina. Et là, rien au sujet de ces détournements communaux aux antipodes de la bonne gouvernance. Pour ces jeunes qui se prétendent journalistes, l'histoire de Madagascar commence vraiment avec l'arrivée au pouvoir de Marc Ravalomanana. Mais eux, ils ne seront jamais sanctionnés car ils travaillent avec et pour l'Etat, n'est-ce pas ? En tout cas, je leur rappelle que le président qui a battu le record de longévité à son poste est l'Amiral Didier Ratsiraka : 23 ans au total. Rtv et Canal 6 n'ont rien pu faire pour lui, face au ras-le-bol populaire. Ne commettez pas la même erreur en vous mettant à dos le peuple, véritable détenteur du pouvoir. Sachez que les vrais journalistes professionnels sont toujours à 51% opposants. Nous jetons des fleurs quand les tenants du pouvoir œuvrent pour le bien du peuple mais nous sommes là pour contenir leurs dérives et les dénoncer afin qu'ils respectent ce pourquoi on les a élu. Le reste n'est que propagande et idéologie à la Kim Il Sung. Calomniez, calomniez, il en restera toujours quelque chose, n'est-ce pas ?

Map, mission impossible

Dans cette démocratie confisquée, ce n'est ni « Le Quotidien », ni « Ny Vaovaontsika » qui vous révéleront ce qui fait courir Marc Ravalomanana. En fait, il lui manque crucialement les moyens (financiers) de son ambitieux Map. Actuellement, en tout et pour tout, il n'a reçu que le 10e des gros sous pour mener à bien le programme de ce nouveau petit livre rouge qui, en réalité, ne contient que la théorie les huit objectifs du Millénaire des Nations Unies à la sauce malgache (c'est-à-dire dénommés ici défis ou « Fanamby »). Mais ce n'est pas en divisant les Malgaches qu'il réussira à convaincre des bailleurs de fonds déjà réticents. Ce, avec cette histoire de sanctionner, sans qu'il le dise lui-même, la ville d'Antananarivo et de descendre sans cesse, avec tous les membres du gouvernement, dans la ville de Toamasina de plus en plus intriguée. Surtout que deux radios, fermées depuis quatre ans, y ont été subitement rouvertes, l'une, « Sky radio », appartenant à l'ancien maire Rolland Ratsiraka qui a subi les pires outrages (deux fois suspendu puis emprisonné pour... rien) de la part de ce pouvoir Tim. Simplement parce qu'il est le neveu de l'Amiral du même nom. Quelle ligne éditoriale vont-elles prendre, sinon « travailler avec l'Etat » ? C'est-à-dire vanter les actions du pouvoir pour que Toamasina soit la « Capitale économique » de Madagascar. Dans ce cas, mieux vaut rester fermé plus tôt que de risquer de l'être définitivement au moindre écart de langage... 2012 c'est dans quatre ans. Le Map est une authentique mission impossible, dans la mesure où nul ne peut prévoir ni maîtriser les paramètres suivants par les temps qui courent: les caprices de la nature déchaînée, la fluctuation de la monnaie, le coût du baril de pétrole.

Les trois priorités du président Marc Ravalomanana pour l'année 2008

1. Croissance économique : 8 % contre 6,3 % pour l'année 2007. Il s'agirait de globaliser la facilitation des investissements ; renforcer le partenariat public-privé ; dynamiser le secteur

privé et, pour les jeunes entrepreneurs, mettre en place la Banque Malgache de Construction et de Développement en partenariat avec des partenaires étrangers.

2. Développement rural : Il faudrait soutenir l'autosuffisance alimentaire par la multiplication par deux de la production alimentaire et l'économie de marché.

3. Réduction de la pauvreté : Dans ce volet, le Chef de l'Etat a tenu à rappeler que les défis de changement pour la mondialisation doivent requérir un changement de mentalité, du civisme, de la responsabilité et une fierté nationale.

Rien ne sert de courir...

Pour être plus réaliste et proche des réalités qui prévalent, le vrai développement de Madagascar commencera lorsque le pouvoir -présent et à venir- aura compris qu'il faut mobiliser les richesses naturelles et motiver les ressources humaines locales avant toute chose. Ce, en finançant des logements sociaux, en construisant des usines de transformation du grand potentiel à portée de main, en stabilisant les prix des Ppn. Bref, en étant réalistes et en pleine connaissance des réalités exactes du pays : culturellement, socialement, économiquement et politiquement. Pour l'heure, de grandes multinationales vont faire leur beurre en laissant des dégâts irréversibles à l'environnement. Vous connaissez la forêt amazonienne ? Pour la construction de quelques kilomètres de bitume, quelques centres de santé et des écoles, elles vont empocher des millions de dollars. Vous ne suivez pas ma pensée ? Pourquoi, lors de l'implantation à Fort-Dauphin de Qit minerals, pour extraire l'ilménite, le pouvoir actuel n'a pas exigé la construction d'une usine de transformation sur place ? Connaît-il exactement les propriétés de ce « fasy mainty » (sable noir) une fois transformé ? Il est revendu dix, cent fois de sa valeur extraite brute ici. Ce n'est pas pour rien que Qit Fer du groupe canadien Rio Tinto s'est accroché et a tenu près de deux décennies avant de décrocher le contrat. Le retour de leurs investissements, déjà énormes, sera faramineux. Madagascar n'en recevra que des miettes. La souveraineté nationale implique aussi la protection de nos richesses minières et souterraines. Elle ne doit pas rester un slogan vis-à-vis de la communauté internationale afin de mieux cacher un diktat sur les pauvres Malgaches qui ne sont pas membres du Tim. Lorsque le président Marc Ravalomanana le comprendra enfin, il sera trop tard ou il ne sera plus président tout court. Pour ma part, je pourrais mourir tranquille lorsque le pouvoir commencera à construire des usines solaires et des éoliennes au lieu de s'obstiner à ranimer des usines thermiques du 19^e siècle, qui ne fonctionnent pas sans carburant de plus en plus inaccessible. En 1986, j'ai travaillé pour compagnie Geosource, sous-traitant anglais du géant américain Amoco. A cette époque, on savait déjà qu'il y a du gaz naturel au large de Morondava. Mais ce n'était pas commercialement rentable, avait-on dit. Pour qui ? De nos jours, on fait semblant de faire les mêmes recherches alors qu'avec leurs satellites, les Américains savent exactement où se situe la moindre nappe phréatique ou pétrolifère de par le monde. Alors ? Comme l'a écrit Jean de La Fontaine : « Rien ne sert de courir, il faut partir à point ». Et commencer à vraiment réaménager les fondements pourris de la maison Madagascar avant que les murs que le pouvoir Ravalomanana entend poser dessus ne s'écroulent au moindre coup de vent. Enfin, en ce qui concerne le maire d'Antananarivo Andry

Rajoelina, je n'ai qu'un mot d'ordre : l'urgence est dans l'attente. Il faut, avant tout début de projet, faire la part des choses entre son début de mandat et la gestion de ses deux prédécesseurs. Il a hérité d'un actif et d'un passif, c'est un fait. Mais il ne faudrait pas qu'il endosse, par une simple signature de passation de service, les détournements qu'il n'a pas commis. On verra si le Bianco (Bureau indépendant anti-corruption) et le ministère de la Justice sont vraiment indépendants. Surtout que le président Ravalomanana avait déclamé un discours splendide à ce sujet. "Il faut que le peuple reprenne confiance en notre Justice", entre autres. Mais lorsque l'on vit dans un pays où la démocratie est confisquée, il y a loin de la coupe aux lèvres. Un gouffre immense entre ce que préconise le bon Docteur (Honoris Causa) Ravalomanana devant la communauté internationale et ce que font les membres du gouvernement dans la pratique sur les Malgaches qui n'ont cessé d'être divisés.

Jeannot Ramambazafy

Journaliste

jeannot.ramambazafy@madagate.com.